

mais nous pouvons constater que pendant que des Canadiens ne travaillent pas, le libre-échange ne fonctionne pas, pas plus que les partis conservateur et libéral qui y souscrivent.

* * *

LES CARTES SUR LES TUEURS EN SÉRIE

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, un grand nombre d'électeurs m'ont écrit au sujet de la vente de cartes sur les tueurs en série. On autorise l'entrée de ces cartes au Canada, et mes électeurs s'opposent vigoureusement à leur distribution.

Les jeunes collectionnent les cartes depuis plusieurs décennies, mais les cartes sur les tueurs en série font l'éloge de ceux qui prennent plaisir à infliger des blessures et à tuer. Beaucoup de Canadiens considèrent que ces cartes peuvent nuire au développement de leurs enfants.

J'ai écrit au ministre du Revenu national à ce sujet et j'ai été très déçu de la réponse que j'ai reçue aujourd'hui. Il me dit qu'une seule des trois séries de cartes sur les tueurs en série que son ministère a examinées répond aux critères d'obscénité du Code criminel du Canada et sera interdite en conséquence.

Je presse le gouvernement de réviser ces critères manifestement périmés afin qu'ils correspondent à l'opinion de la majorité des gens, c'est-à-dire que ces cartes sont obscènes et que leur importation au Canada devrait être interdite.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, nos chiffres de 1992 pour le commerce extérieur ont été publiés et ils sont très bons. En fait, ils le sont tellement qu'on devrait les faire figurer au compte rendu.

Comme l'indiquait l'article figurant à la première page du *Financial Post* de vendredi, les exportations ont atteint un niveau sans précédent en 1992, soit 157 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 11 p. 100 par rapport à 1991.

De même, nos exportations aux États-Unis ont augmenté comme notre excédent commercial avec ce pays. En fait, notre excédent commercial général a augmenté de 1,8 milliard de dollars par rapport à 1991 et les chiffres sont encore plus favorables pour cette année.

Je pense que nos orientations donnent de bons résultats.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE MONTRÉALAISE

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Selon une étude indépendante obtenue par Mouvement action-chômage et faite pour la ville de Montréal, les effets combinés des deux réformes de l'assurance-chômage par ce gouvernement en 1990 et en 1993 priveront l'économie de Montréal de plus de 490 millions de dollars. Encore une fois, le gouvernement impose le fardeau de la dette sur le dos des chômeurs et des moins bien nantis.

Comment le vice-premier ministre peut-il justifier d'enlever près de 500 millions de dollars de l'économie d'une région qui compte 225 000 sans-emploi et où le taux de chômage est plus élevé que 14 p. 100?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, on n'a pas le bénéfice d'avoir examiné l'étude à laquelle le député se réfère. J'imagine que l'alternative est de poser la question autrement. Qu'en coûte-t-il aux contribuables montréalais d'avoir gelé leurs cotisations d'assurance-chômage? Qu'en coûte-t-il aux contribuables montréalais de se voir épargnés, à cause des mesures annoncées par mon collègue, des primes d'assurance-chômage qu'ils devront payer de surcroît en 1993 pour des employés supplémentaires ou à cause d'une charge de paiements supplémentaires?

Toutes ces mesures bénéficient non seulement aux gens de Montréal, mais à toute la province de Québec et ailleurs au Canada. Je sais que le député n'est pas préoccupé par le taux de taxation des gens, ou de la dette nationale, mais il y a beaucoup de Canadiens et de Montréalais qui s'en préoccupent.

Une voix: Cela est faux!

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, le ministre oublie peut-être qu'en 1990 son gouvernement, avec le projet de loi C-21, s'est retiré du financement de l'assurance-chômage, ce qui a laissé un manque dans le système de plus de deux milliards de dollars.

J'aimerais lui poser la question suivante: Comment pense-t-il relancer l'économie à Montréal quand il retire presque un demi-milliard seulement dans l'assurance-chômage? Comment va-t-il relancer l'économie montréalaise?